

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/A-Medellin-dix-ans-apres-l-operation-Orion>

À Medellin, dix ans après l'« opération Orión »

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 4 février 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 2 décembre 1993, le capo du célèbre et puissant cartel de Medellín, Pablo Escobar, tombe, criblé de balles, sur le toit d'une maison du quartier Los Olivos. La longue chasse à l'homme qui permit ce dénouement a été menée par une unité militaire d'élite, le « Bloque de Búsqueda », assistée par les services secrets américains et un groupe de délinquants - les Poursuivis par Pablo Escobar (Pepes) - que commandent les frères paramilitaires Fidel, Vicente et Carlos Castaño, eux-mêmes financés par... les narcotrafiquants du cartel de Cali. Pour la petite histoire, on notera que la composition de ce curieux attelage a été approuvée en 1989 par le président des Etats-Unis, M. George Bush (père), sous le nom de code secret de « *Heavy Shadow* ».

En marge de cette guerre à la cocaïne, une autre guerre, atroce et apparemment sans fin, provoquée par les inégalités sociales, continue à ensanglanter la Colombie. Les guérillas s'étant infiltrées depuis quelques années déjà dans les quartiers populaires des grandes villes, les paramilitaires entreprennent à leur tour de s'implanter à Bogotá, Cali, Barrancabermeja, etc. Jusque-là très rural, le conflit commence à devenir urbain.

A Medellín, c'est en 1996 que surgit le « Bloc Metro » des Autodéfenses paysannes de Córdoba et Urabá (ACCU), commandé par « Doble Cero ». Bien plus tard, en avril 2012, un ex-chef paraco [1], Pablo Hernán Sierra García, alias « Alberto Guerrero », affirmera devant la justice que les ACCU ont été créées par des éleveurs du Département d'Antioquia, parmi lesquels les frères Santiago et Álvaro Uribe Vélez (lequel, passé entre temps par la présidence de la République, nie farouchement cette accusation). Mais, bref, en cette fin de décennie 1990, on n'en est pas là. En 2000, à Medellín, sur ordre de Carlos Castaño qui a fédéré l'ensemble des groupes paramilitaires au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), le « Bloc Metro » laisse la place au « Bloc Cacique Nutibara » que dirige d'une poigne de fer M. Diego Fernando Murillo dit « don Berna ».

A l'ouest de la ville, à peine à dix minutes en auto du Centre administratif La Alpujarra, où sont situés le siège du gouverneur (la Gobernación) et la mairie, se trouve la Comuna 13, un secteur déprimé composé de vingt-deux quartiers (barrios) légaux ou informels [2]. Agrippé sur les pentes d'une montagne escarpée, zébrée de sentiers, d'escaliers abrupts, de venelles, de ruelles étroites et d'obscurs recoins, ce véritable labyrinthe abrite deux cent mille habitants originaires, pour la plupart, de l'Urabá antioqueño et chochoano - au nord du pays. Des pauvres, victimes de l'exclusion sociale, rejetés dans l'économie informelle, mais avec une grande capacité d'organisation communautaire et un sens affirmé de leurs revendications. De sorte que la cohabitation avec les milices des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et surtout de l'Armée de libération nationale (ELN), la plus présente en ce lieu, ne donne pas lieu à des heurts excessifs.

A ces acteurs armés traditionnels s'ajoute, dans la Comuna 13, un groupe indépendant, les Commandos armés du peuple (CAP) qui, ne dépendant ni des FARC ni de l'ELN, partagent avec celles-ci l'opinion qu'il faut affronter l'Etat. « Cette milice a eu beaucoup de succès, vous raconte-t-on aujourd'hui encore, car, formée de gens du quartier, elle privilégiait le travail politique sur l'action militaire et se voulait avant tout défensive. » Sachant par ailleurs, complète-t-on aussitôt, « que les organisations communautaires, artistiques, religieuses et autres, tout en manifestant à son égard une certaine sympathie, demeuraient parfaitement autonomes ». Dans un premier temps, ces milices n'ont pas démesurément inquiété les autorités. Suppléant aux carences de l'Etat, elles assuraient la sécurité en luttant contre les bandes de délinquants, amélioraient les logements, construisaient des chemins, etc.

La donne change au début des années 2000. Medellín a en vue d'importants projets de développement économique, incompatibles avec les résistances et les voies alternatives, de quelque nature qu'elles soient.

Dans tous les quartiers marginaux où, dans les années 1960-1970, sont arrivées les familles expulsées des campagnes par la violence ou attirées par l'explosion industrielle de la deuxième métropole du pays, a grandi une génération d'adolescents qui se sont regroupés dans des bandes - les pandillas. C'est en leur sein que, au plus fort de la guerre qu'il a menée contre l'Etat, Pablo Escobar recrutait ses sicarios. C'est également en les cooptant que les

À Medellin, dix ans après l'« opération Orión »

paramilitaires, depuis leur intrusion, ont établi un contrôle territorial, militaire, économique et social absolu sur la ville. Sauf dans la Comuna 13, qu'ils n'occupent que très partiellement ! La force armée des CAP et des guérilleros des FARC et de l'ELN, ainsi que la résistance civile des organisations communautaires les en ont empêché. Or, et indépendamment de la « lutte antisubversive », les paracos convoitent particulièrement ce territoire : corridor montagneux stratégique, il met en relation le sud-ouest du Département d'Antioquia et la mer, dans le golfe d'Urabá - une configuration très intéressante pour qui se livre au trafic d'armes ou à l'exportation de la cocaïne...

Le 29 mai 2002, au prétexte de pacifier la zone, une première opération militaire - l'opération Mariscal - rassemblant neuf cents hommes de la force publique, se solde par la mort de neuf civils (dont quatre enfants), trente-sept blessés et cinquante détentions arbitraires. L'intrusion ne dure néanmoins que quelques heures : la population, sortie avec des drapeaux blancs et, simultanément, la présence de la presse et d'organisations de défense des droits de l'homme exercent une telle pression que l'armée doit stopper son intervention.

Elu le 26 mai, M. Uribe prend ses fonctions à la Casa de Nariño - le palais présidentiel - le 7 août. Il ordonne immédiatement de « reprendre » la Comuna 13 - une manière pour lui d'inaugurer sa politique musclée de « sécurité démocratique ». Après une brève opération « Antocha » (le 15 août), l'opération « Orión » jette dans le quartier, le 16 octobre, cinq bataillons de la IVe Brigade, le Groupe des forces spéciales urbaines (Fudra), le bataillon de contre-guérilla de l'armée, des effectifs de la police métropolitaine et de la police d'Antioquia, avec l'appui du Département administratif de sécurité (la police politique ; DAS). Plus de trois mille hommes lancés dans une opération de guerre totale contre... la population.

En effet, si, dans les premières heures, les milices ont combattu, l'envergure de l'offensive les a amenées à se replier. Cela n'empêche pas les hélicoptères de continuer à cribler les toits des habitations, les tanquetas (blindés légers) de poursuivre leurs tirs indiscriminés, poussant dans les ruelles une avalanche d'habitants désespérés. Pendant cinq jours de « pacification », vêtus de tenues de camouflage, le visage recouvert de passe-montagne noirs, des « informateurs » - dont un certain Carlos Pesebre, dont on reparlera - guident les agents de la force publique qui fouillent les habitations. Au terme de perquisitions menées sans ordres judiciaires, on dénombre trois cent cinquante-cinq détentions arbitraires auxquelles s'ajoutent, selon le bilan officiel, trente-neuf civils blessés, sept disparus et trois policiers tués.

Dans sa première phase, l'opération dure jusqu'au 20 octobre. La commune a été totalement isolée. Personne n'étant autorisé à en sortir ou à y pénétrer, seule la version des faits donnée par la force publique filtre dans les médias : il s'agit d'une opération militaire légitime qui, en pourchassant les groupes illégaux, a ramené la paix dans la commune.

Une deuxième phase peut commencer : ne restent dans la Comuna 13 que des effectifs de l'armée, de la police et... les paramilitaires du « Blocage Cacique Nutibara », qui occupent complètement le territoire, ce qu'ils n'avaient pu faire jusque-là. Dès lors, dans cette zone présentée comme un « laboratoire de paix », il serait pour le moins étrange que l'on trouve des cadavres dans les rues. C'est donc en recourant à la pratique des « disparitions forcées » que les paracos, jusqu'à la fin 2003, vont établir leur contrôle social sur la comuna. « On a dénoncé ça, depuis le début, rappelle l'avocate Adriana Arboleda, membre de la Corporación Jurídica Libertad. Personne ne nous croyait, nul ne nous écoutait. On nous accusait d'être le bras juridique de la guérilla. »

Dix années plus tard, on en sait un peu plus sur ce qu'il convient d'appeler un crime d'Etat. Des survivants, des proches des victimes et même d'ex-paramilitaires ont affirmé que de nombreux « disparus » ont été enterrés en un lieu appelé « La Escombrera ». Une décharge (à 50 % publique et à 50 % privée) qui s'étale sur quinze hectares, dans la zone haute de la Comuna 13, à la limite du barrio El Salao et du municipio San Cristobal. « Nous, en tant que Corporación Jurídica, poursuit Mme Arboleda, nous avons enregistré quatre-vingt-douze disparitions. Jamais il n'y en a eu autant, dans une zone urbaine, en si peu de temps. Mais le bilan réel est beaucoup plus effrayant... »

À Medellín, dix ans après l'« opération Orión »

En décembre 2002, deux mois après l'opération « Orión », à l'initiative du président Uribe, a été signé le pacte de Ralito, première étape du retour à la vie civile des paramilitaires, lequel culminera en juillet 2005 avec la très controversée loi Justice et paix, qui leur assure une quasi-impunité. Le premier groupe qui se démobilise, le 25 novembre 2003, avant même l'approbation de cette loi, est précisément le « Bloque Cacique Nutibara ». Devenu à l'époque le principal narcotraffiquant de la capitale antioqueña, où il contrôlait également d'autres activités délictueuses comme les enlèvements et l'extorsion, « Don Berna » a été extradé en 2008 aux Etats-Unis pour narcotrafic. De là, il a affirmé que les corps de trois cents victimes, répartis dans une centaine de fosses communes, reposeraient à « La Escombrera ». Il a également précisé que l'opération « Orión » a été planifiée et coordonnée conjointement par les paramilitaires et des membres de la IVe Brigade que commandait alors le général Mario Montoya - nommé ultérieurement commandant en chef de l'armée colombienne par M. Uribe [3].

Ce passé resurgit fin 2009 lorsque, sous la pression des familles de victimes et des organisations non gouvernementales (ONG) qui les assistent, la mairie de Medellín signe deux accords - l'un avec des anthropologues péruviens, guatémaltèques et argentins, l'autre avec l'Université d'Antioquia - pour tenter d'établir les faits. Chargés de déterminer la viabilité de possibles exhumations, les anthropologues étrangers, après les avoir estimées impossibles, jettent l'éponge rapidement. « En effet, dans ce type de processus, il faut savoir combien de personnes on cherche, comment elles s'appellent et si possibles où elles sont, explique Mme Andrea Romero, dans les locaux de la section antioqueña du Mouvement national des victimes de crimes d'Etat (Movice). Dans ce cas précis, faute d'une enquête préliminaire, on n'a pas ces informations et on risque de se retrouver avec un tas de corps, impossibles à identifier, amenant finalement à générer une seconde disparition. »

De nombreux ex-paramilitaires ont affirmé posséder ces informations. Mais ils refusent d'en dire plus. Le « Bloque Cacique Nutibara » s'étant démobilisé avant la ratification de la loi Justice et paix, ils ne bénéficient pas des garanties qu'accorde cette loi en terme d'impunité et risquent, s'ils parlent, d'être poursuivis par la justice.

Depuis 2010, tout est resté ainsi en l'état. Scandalisées par une telle inertie, victimes et ONG demandent impérieusement la fermeture immédiate de « La Escombrera ». Dans cette décharge d'ordures épaisse de 70 mètres, chaque jour sont déposés de nouveaux déchets, dont de nombreux produits chimiques, rendant aléatoires les résultats d'hypothétiques futures recherches. Dont l'éventualité s'éloigne chaque jour un peu plus...

Buildings neufs, géométriques, immeubles luxueux de verre et de métal, éclairés par une floraison d'enseignes lumineuses... Fin 2012, Medellín se porte bien. La brochette habituelle des politiciens, avec leurs formules toutes faites, vend la ville comme une cité dynamique, un centre d'affaires à l'avant-garde du progrès, plein de touristes arpentant la place Botero. Les tristes époques du « cartel » et des paracos seraient définitivement révolues.

En 2005, de la *Comuna 13*, les paramilitaires sont partis en cars, pour se démobiliser. Quelques jours plus tard, ils sont revenus dans les mêmes cars, en civil, pour continuer à contrôler le quartier. L'ensemble de la métropole a connu le même phénomène - de même que de nombreuses régions du pays où opèrent désormais, avec les mêmes modes opératoires que par le passé, des « bandes criminelles émergentes » (Bacrim). Au coeur de Medellín, dans les rues piétonnes, les centres commerciaux, les espaces publics, pullulent les gardes en uniformes des compagnies de sécurité privée : la majorité sont des paramilitaires « réinsérés ».

Lorsque « don Berna » a été extradé, en 2008, les compagnies de transport de certains barrios ont organisé un arrêt de travail, en immobilisant leurs bus - avec la tolérance de la mairie. Et les violations des droits de l'homme continuent. « Certes, vous fait-on observer, il y a eu une diminution des agressions en 2004-2006 : les paras voulaient se légitimer, montrer qu'ils faisaient baisser les indices de criminalité. » Ceux-ci ont de nouveau explosé à partir de 2009. En partie d'ailleurs parce que les loups se dévorent entre eux.

« Don Berna » ayant été mis hors circuit, sa structure mafieuse, la Oficina de Envigado, originellement née du

réseau de sicarios créé par Pablo Escobar pendant la décennie 1980, a explosé. Certains de ses membres ont formé un nouveau groupe - les Paízas. Depuis 2011, une autre bande, les Urabeños, leur dispute les barrios, offrant à chaque chef de pandilla, pour s'attacher sa loyauté, 35 millions de pesos (15 000 euros) et un arsenal rarement inférieur à six fusils d'assaut. Le chef des Urabeños, Carlos Pesebre - l'un des principaux informateurs de l'armée pendant l'opération « Orión » - a d'ores et déjà plusieurs combos [4] à son service. Dans les périodes de tension liées au partage des zones, tout ce beau monde s'entretue, jusqu'à ce que se réinstalle un climat de paix tendue [5].

Ces luttes d'influence répondent à des intérêts très concrets : contrôle du trafic et du microtrafic de drogue, de la prostitution, de l'exploitation sexuelle de mineurs, des extorsions et même du petit commerce - dans nombre de barrios, les combos tiennent jusqu'au négoce des arepas, des oeufs, des poulets et du lait, imposant aux boutiquiers leurs propres marchandises, interdisant la vente des autres produits.

Toutefois, si les dynamiques de ces structures paramilitaires ne sont pas les mêmes qu'il y a dix ans, une constante demeure : elles continuent à faire ouvertement planer leurs menaces sur les organisations communautaires ou culturelles, les comités d'action communale, les militants et dirigeants sociaux. En toute impunité ? On n'ira pas jusqu'à le prétendre. Les combos ont acquis tellement de pouvoir qu'ils ne respectent plus la force publique et n'hésitent pas à assassiner des policiers. En retour, le 8 août 2012, ceux-ci ont capturé Erickson Vargas Cardona, alias « Sebastián », dernier chef connu de la Oficina de Envigado. Il n'en demeure pas moins que ces paramilitaires ne sont pas poursuivis comme le sont les groupes guérilleros. « Et, vous fait-on observer, il y a derrière ces acteurs criminels des gens qui ont tellement de pouvoir - entrepreneurs, politiciens ou hommes d'affaires - que, malgré les arrestations, les structures ne sont pas déstabilisées. »

On observe effectivement des phénomènes curieux. Avec ses centres commerciaux, ses théâtres, ses musées, son métro, ses complexes de conventions, Medellin s'enorgueillit d'avoir accueilli l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA) en 2008, celle de la Banque interaméricaine de développement (BID) en 2009, les Jeux sportifs sud-américains en 2010 - et entend bien, en métropole accueillante, continuer sur cette lancée. « Pendant ces périodes, il n'y a pas un seul homicide ! Comment ça s'explique ? Aucun affrontement ! Dès le lendemain, la violence reprend dans tous les coins... » Certains proposent une réponse : faisant preuve d'une complaisance avérée, l'administration n'hésite pas à passer des pactes clandestins avec les structures criminelles, en échange du contrôle social sur les quartiers. « D'autant que certains secteurs du conglomerat économique antioqueño, propriétaires du commerce et même de la ville, n'ont aucun intérêt à attaquer l'économie illégale : c'est dans leurs banques qu'elle atterrit... »

Tandis qu'à La Havane gouvernement et FARC tentent de négocier la fin du conflit armé, en Colombie même, le mouvement social a resurgi avec force depuis 2010 et, surtout, depuis que le 23 avril 2012, la Marche patriotique (MP), une formation récemment créée, a rassemblé quatre-vingt mille personnes sur la place Bolivar, à Bogotá. Réclamant la paix « avec justice sociale » et des réformes structurelles, à commencer par une réforme agraire, elle a fait mieux encore le 12 octobre, lors d'une manifestation nationale qui a jeté trois cent cinquante mille « indignés dans la rue ». Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que, largement relayés par les médias, le ministre de la défense, le général Juan Carlos Pinzón, et le président de la Fédération colombienne des éleveurs (Fedegan), M. José Félix Lafaurie, accusent la MP d'être financée par les « terroristes » des FARC. Dans un pays où l'opposition, fût-elle pacifique, a été systématiquement massacrée, ces déclarations provoquent des maux de tête tout puissants.

A Medellin, dans la Comuna 13, la situation est jugée critique. La guerre silencieuse de la mafia et de ses bandes se poursuit. Parce que, à travers son action culturelle, il échappait à l'ordre paramilitaire, le jeune chanteur de rap Elider Varela, « El Duke », a été assassiné le 30 octobre dernier. Le 9 novembre, Robert Steven Barrera, 17 ans, membre du groupe rapero Alto Rango, a subi le même sort. Une centaine de jeunes appartenant à Son Batá et au réseau de hip-hop la Elite sont menacés. Dans le centre de la métropole, un militant de la Marche patriotique ne peut retenir une grimace : « Nous sommes dans un pays, une ville où, tous les jours, on voit des faits atterrants. Ils ne tuent plus toute la communauté, ils assassinent simplement une personne et, avec ça, tout le monde sait ce qui peut lui arriver.

À Medellín, dix ans après l'« opération Orión »

La peur réprime les sentiments et les actions, restreint la militance politique ouverte. Lutter pour le changement demeure toujours aussi dangereux. »

Maurice Lemoine pour Medelu

[MEDELU](#). Paris, le 14 janvier 2013

[1] Paramilitaire

[2] La Comuna 13 est l'une des seize communes de Medellín, dont dépendent également cinq corregimientos (zones rurales).

[3] Le général Montoya a démissionné de cette fonction en novembre 2008, lorsque a éclaté le scandale des « faux positifs » - des civils assassinés par des militaires et présentés comme des guérilleros morts au combat.

[4] Traditionnellement, on donne le nom de « combo » au groupe d'amis qui se rencontrent régulièrement dans un coin de rue, pour le différencier de la « bande » qui a comme caractéristique d'être un groupe organisé de délinquants. Cette définition a quelque peu évolué ces derniers temps.

[5] Medellín a déploré 2186 homicides en 2009 ; 1651 en 2011 ; 1064 en 2012, de janvier à fin octobre) - Semana, Bogotá, 12 novembre 2012.